

Tribune libre

Libertés syndicales et démocratiques : ALERTE !

(Collectif pour Front Syndical de Classe)

Nous ne laisserons pas les militants d'EDF, GDF-SUEZ (ainsi que de centaines d'autres entreprises) subir la répression patronale et gouvernementale

Face à la crise et à l'offensive sans limite que mènent le gouvernement, le MEDEF et l'UE contre l'ensemble des acquis sociaux et démocratiques, les luttes sont innombrables depuis des mois dans de nombreux secteurs du privé comme du public.

Pour contrer cette résistance et permettre l'aggravation de la régression sociale, le gouvernement du grand patronat a choisi d'accentuer la répression des luttes, qu'il s'agisse des étudiants bloqueurs poursuivis, des ouvriers de nombreux sites industriels confrontés aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, ou aujourd'hui des syndicalistes d'EDF et GDF.

EDF, ERDF-GRDF, GDF-SUEZ, plusieurs mois de luttes, des centaines de sanctions

Depuis le printemps, nos camarades mènent une lutte exemplaire pour l'augmentation des salaires et contre les privatisations et ses dégâts, tant pour les salariés que pour les agents. Un certain nombre d'entre eux ont dépassé deux mois de grève ; tout naturellement, la direction avec le soutien du MEDEF et du système fascisant sarkoziste répond par la répression : 240 travailleurs sont poursuivis, certains ont été mis en examen.

Dans la région de Toulouse, une procédure de licenciement est engagée à l'encontre de 6 militants. En Ile de France 18 camarades subissent la même procédure. Tout naturellement les militants CGT sont particulièrement visés. Dans le 92 (Hauts-de-Seine), Xavier CHUAT secrétaire adjoint du syndicat est concerné par cette mesure. A Paris, c'est le jeune secrétaire du syndicat Cédric LIECHTI qui est aussi menacé de licenciement.

Les prétextes de « dégradations », « violences » et « menaces »... pourraient prêter à sourire si l'heure n'était pas à la colère : nous connaissons tous l'attachement des travailleurs d'EDF-GDF au service de la collectivité ; ce ne sont pas eux qui cassent EDF-GDF mais bien le gouvernement qui, obéissant aux directives de l'UE, est en train de privatiser le secteur de l'énergie pour le livrer aux grands entreprises privées et à leur stratégie du profit maximum qui mène le monde à la faillite : quelle plus grande violence et plus grande menace pour la grande masse des usagers ?

Face à cette dérive autoritaire qui accompagne la casse du pays et de l'ensemble des acquis de ses travailleurs, il est nécessaire d'affirmer haut et fort notre solidarité avec l'ensemble des militants arrêtés et traînés en justice dans tout le pays. Cette solidarité de classe est ancrée au plus profond de l'histoire du mouvement ouvrier. Alors que nos directions syndicales nationales se contentent de « déplorer » sans organiser de solidarité active ni dénoncer en bloc les atteintes aux libertés, le FSC invite à diffuser les informations auprès des salariés, à multiplier les communiqués de soutien et adresser des messages de protestation auprès du pouvoir. Nous ne laisserons pas les militants d'EDF, GDF-SUEZ (ainsi que de centaines d'autres entreprises) subir la répression patronale et gouvernementale. La solidarité doit s'amplifier dans les jours qui viennent, y compris en participant aux rassemblements qui seront annoncés. Toute sanction pour activité syndicale fragilise tous les travailleurs.

Mais cette solidarité consiste aussi à construire l'unité des travailleurs en lutte réduits pour le moment à se battre seuls et de manière isolée face à la toute-puissance patronale et étatique. Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1968, c'est à partir d'une charge des CRS faisant des blessés rue Gay-Lussac que la CGT conduite par Georges Séguy avait appelé à la grève générale du 13 mai qui 3 jours plus tard débouchait sur le blocage du pays.

Salariés de l'industrie menant de dures luttes contre les suppressions d'emplois et les compressions salariales, personnels de l'Energie, de l'Université ou de l'Hôpital combattant les mêmes projets de casse des services publics « à la française », sans-papiers en lutte pour leurs droits légitimes, ... c'est « tous

ensemble en même temps » que nous créerons le rapport de force capable de battre un pouvoir décidé à passer en force et à criminaliser toute résistance déterminée. C'est « tous ensemble » que nous gagnerons sur les revendications et rendrons impossible l'acharnement policier et judiciaire contre les travailleurs en lutte.

Il serait dramatique pour la grande CGT comme pour les travailleurs que le 49ème congrès de la CGT, qui se tiendra début décembre, reste à l'écart de cette problématique. On peut malheureusement craindre le pire, au vu du mode de désignation des délégués dans de nombreux endroits, au vu aussi de la teneur des documents d'orientation et du bilan de ceux qui ont évacué la lutte de classes de leur discours comme de leur pratique.

Le 49ème congrès sera-t-il celui des militants qui luttent ou celui des porteurs de valise qui envahissent les commissions patronales et gouvernementales, des administrateurs spécialisés dans la prise des jetons de présence ? Sera-t-il celui des luttes à la base pour la construction du « tous ensemble » ou celui d'une caste qui veut poursuivre l'intégration au niveau européen dans une Confédération Européenne des Syndicats qui n'aspire qu'à sauver le capitalisme de lui-même (moyennant finances et prébendes) ?

Le Front Syndical de Classe appuiera tous ceux qui avant, pendant et après le congrès, défendront la CGT de classe et de masse et l'intérêt des travailleurs.